

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-lutte-populaire-contre-le-pouvoir-petrolier-international-resurgit-avec-force-en-Bolivie>

# **La lutte populaire contre le pouvoir pétrolier international resurgit avec force en Bolivie**

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : jeudi 26 août 2004

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Les forces sociales, que le néo-libéralisme et les compagnies pétrolières étrangères croyaient avoir mis en échec et enterré avec le referendum du gaz du 18 juillet, ont émergé à nouveau aujourd'hui en Bolivie avec une grande force et ont presque paralysé trois grandes villes , réclamant le gel pour un an des prix des combustibles et la nationalisation du gaz et du pétrole.**

**Par la Redaction d'Econoticiasbolivia.com**

La La Paz, 25 août 2004. -

[Leer texto completo en español](#)

A La Paz, El Alto et Cochabamba, selon une estimation non officielle de cent mille habitants des quartiers les plus pauvres, paysans, ouvriers, transporteurs, universitaires et chômeurs ont défilé et bloqué les rues et les avenues , avec comme slogan de récupérer la richesse énergétique de la Bolivie, la seconde par ordre d' importance de l'Amérique du Sud et qui est actuellement entre les mains de grands consortiums transnationaux comme Repsol, Petrobras, British Petroleum, Exxon, Enron, Vintage et d'autres.

A La Paz et El Alto, des villes voisins qui totalisent plus d'un million et demi de personnes, toutes les zones et les quartiers se sont réveillés bloqués par des transporteurs syndicalisés, qui ont levé des "barricades" avec leurs propres véhicules dsur les principales rues et avenues, laissant sans possibilité de transport des dizaines de milliers de citoyens qui devaient se rendre à leurs de travail.

L'importance de la grève fut d'une telle ampleur que les autorités ont décrété des horaires continus et une tolérance pour les entrées et sorties des lieux de travail, bien que nombre d' activités aient été suspendues de facto compte tenu du manque de transport et des manifestations massives qui ont traversé une grande partie de ces deux villes.

La manifestation d'aujourd'hui fut la plus grande protestation sociale après le referendum pour le pétrole, lors duquel trois millions de personnes se sont abstenues de voter ou l'ont fait pour le NON, blanc ou nul, et seulement un million et demi ont soutenu les questions du président Mesa, bien qu'avec diverses interprétations légales qui ont amené des positions opposées entre les partisans de la consultation, qui avait été approuvée par les compagnies pétrolières, l'Ambassade des Etats-Unis et les organismes internationaux, mais refusée par les syndicats et les organisations populaires.

Précisément, ces divergences dans l'interprétation du referendum et la pression qu'exerce le Président sur le Congrès pour qu'il approuve, sans aucune modification, « son » interprétation légale, ont été à l'origine d'une confrontation entre l'exécutif et le Législatif, bloquant l'approbation de cette loi, qui est aussi contestée par les secteurs sociaux et populaires qui se sont manifestés aujourd'hui.

"C'est une marche d'avertissement pour le Président et le Parlement et pour tous ceux qui ont massacré le peuple. Les gens sont remontés", a dit le président des Assemblées Vicinales de El Alto (Fejuve), Abel Mamani, qui a exigé un changement dans la politique énergétique qui désavantage actuellement la population avec des prix élevés pour les combustibles, bien que la Bolivie soit un pays riche en gaz et pétrole.

Jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas accepté de geler les prix des combustibles pour un an et l'a fait seulement pour deux mois, puisque, selon l'explication du Ministère des Finances, il n'y a pas l'argent suffisant pour subventionner les prix internes pour une durée si longue. Selon les normes en cours, il s'agit de payer aux compagnies pétrolières étrangères le cours international pour le gaz et le pétrole qu'ils extraient à très bas prix du pays lui-même, ce qui est couvert en partie grâce à l'appauvrissement de la population et les faibles ressources étatiques.

**Resumé et traduction pour El Correo de : Estelle et Carlos Debiasi**